

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE DE CARBURANTS

Daho Ould-Kablia mise sur la pénalisation accentuée

*Pénaliser fortement l'acte de contrebande de carburants et davantage de coordination avec le Maroc. C'est ce que suggère le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales pour lutter contre ce fléau qui affecte les frontières, notamment celles avec le Maroc.*

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Daho Ould-Kablia, qui a animé, hier, une conférence de presse avec le ministre du Commerce, a indiqué que le dispositif de lutte contre la contrebande est renforcé (mise en place de 24 nouveaux points au niveau des 700 km de frontières avec le Maroc...) et que la dissuasion est de mise. Néanmoins, et dans la mesure où les populations transfrontalières en profitent, au détriment de la consommation nationale, et que les arrestations de contrebandiers ne sont pas suivies de sanctions, la contrebande de carburants ne peut être contrecarrée que par une action fortement coercitive sur le plan pénal. A ce propos, le ministre de l'Intérieur

a indiqué qu'un dispositif réglementaire est mûr pour interdire cette pratique. Il s'agit donc de revoir le code pénal, laisse-t-il entendre, même si les dispositions judiciaires ont été déjà renforcées. Ce qui implique également une coordination meilleure avec les pays voisins. L'occasion pour Daho Ould-Kablia de rappeler l'invite qu'il a récemment formulée à l'adresse de son homologue marocain, celle de déployer davantage d'efforts pour lutter contre la contrebande. Assez élu-sif quant à la question de la réouverture des frontières terrestres algéro-marocaines, le ministre de l'Intérieur a ainsi conditionné la normalisation des relations bilatérales par davantage

d'efforts de la partie marocaine en termes d'efforts internes et de coordination bilatérale.

«Il n'y a pas de risque» sur le plan sécuritaire

Par ailleurs, Daho Ould-Kablia, qui s'est montré rétif à discuter de la situation sécuritaire dans le Maghreb et au Sahel, a été cependant rassurant sur la situation sécuritaire interne actuelle. «Il n'y a pas de risque particulier sur le plan sécuritaire au niveau urbain. Nous n'avons pas noté de tels actes», a assuré le ministre de l'Intérieur. Voire, la capitale est sécurisée, affirme Daho Ould-Kablia. «Nous protégeons nos frontières de l'intérieur», dira-t-il également, réfutant que des terroristes étrangers se soient infiltrés en Algérie. «Il n'y a pas de terroristes qui soient entrés dans le pays, et si quelques-uns ont pu entrer, ils sont repérés», assure-t-il, concédant que l'acte terroriste survenu en



Photo : Samir Sid

Ould Kablia rassurant sur la situation sécuritaire interne.

janvier dernier à Tiguentourine «ne pourra pas se reproduire».

Ould-Kablia défend la police

D'autre part, Daho Ould-Kablia a assuré que les services de sécurité se comportent de manière appropriée lors des manifestations. «Si des excès sont commis, ils sont dus aux manifestants», déclare-t-il, défendant ainsi la police et stigmatisant le manque de discipline de certains citoyens. Concernant les gardes communaux, Daho Ould-Kablia assure que la majorité de leurs problèmes socioprofessionnels ont été réglés. Cela même si la question des heures supplémentaires accomplies durant la décennie 1990 reste encore non résolue, concède-t-il. «Il y a un certain nombre de gardes qui politisent la situation», ajoute-t-il, en laissant entendre que des partis politiques et des syndicats manipulent la situation en affirmant que des «revendicatifs et des syndicalistes professionnels» puissent être insérés.

L'éradication de l'informel «en bonne voie»

Auparavant, le ministre de l'Intérieur avait présenté un bilan d'étape concernant le programme de résorption du marché informel, lancé l'année dernière et qui se poursuivra, assure-t-il.

A la fin 2012, sur les 1 368 sites informels recensés et où opèrent 63 190 intervenants,

Daho Ould-Kablia a indiqué que 785 sites ont été éradiqués et que 15 818 vendeurs ont été «recasés».

En outre, et avec force chiffres, le ministre de l'Intérieur a indiqué que la réalisation de 327 marchés couverts et de proximité et autres infrastructures commerciales, lancée dès le début 2013, est en bonne voie d'achèvement pour résorber quelque 40 000 opérateurs.

«Nous sommes à 60% de l'objectif fixé», a indiqué M. Ould Kablia qui prévoit d'atteindre 90% du taux de réalisation d'ici le mois de Ramadan et la période estivale.

Benbada rassure sur la disponibilité des produits

L'occasion pour le ministre du Commerce de rassurer, de manière également chiffrée, quant à la disponibilité de tous les produits alimentaires de large consommation durant le mois sacré (légumes, fruits, viandes, laits, céréales, huiles, conserves, sucres, fruits secs...).

Outre l'intensification du dispositif de contrôle, Mustapha Benbada a indiqué que le renforcement du réseau de distribution de proximité et de détail devrait permettre l'amélioration de l'offre et à des prix raisonnables.

C. B.

ACCESSION DE L'ALGERIE A L'OMC

Des négociations bilatérales fin mai

Un round de discussions bilatérales est prévu du 21 au 23 mai 2013 à Genève dans le cadre des négociations initiées en vue de l'accession de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

C'est ce que le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, a indiqué, hier, en précisant que ces discussions se tiendront avec la Malaisie, l'Indonésie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

Des pays soucieux d'«aller vite» et qui «ont marqué leur disponibilité à finaliser un accord bilatéral avec l'Algérie», selon le ministre du Commerce, estimant que le processus d'accession à l'OMC «est en bonne voie».

C. B.

GÉNÉRALISATION DE L'USAGE

DU CHÈQUE

Benbada attend l'aval du ministère des Finances

«Le dossier (de la généralisation du chèque) n'est pas clos.» C'est ce que le ministre du Commerce a assuré, hier, indiquant que l'usage du chèque pourrait être impulsé au niveau de certaines activités commerciales. En ce sens, Mustapha Benbada indique que des propositions ont été formulées et présentées au ministère des Finances dont le département du Commerce attend l'aval. A propos du marché parallèle de la devise et rappelant que ses propos assez tolérants ont suscité une controverse, le ministre de l'Intérieur a laissé entendre que la question reste encore en suspens même si le gouverneur de la Banque d'Algérie a évoqué, selon lui, le développement du marché à terme.

C. B.

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS La Fédération UGTA retire le préavis de grève

Le bureau de la Fédération UGTA des travailleurs de la formation et de l'enseignement professionnels a décidé de retirer le préavis de grève.

Réunis ce dimanche à Alger, avec le ministre du secteur, Mohamed Mebarki, les syndicalistes se disent «convaincus de la sincérité de la prise en charge des problèmes des travailleurs du secteur», rapporte-t-on dans un communiqué.

Une rencontre qui s'inscrit dans le prolongement de la réunion technique conjointe fédération-ministère, tenue le 6 mai dernier où ont été examinées toutes les doléances exprimées par le partenaire social.

Les deux parties se sont mises d'accord sur plusieurs points notamment l'organisation régulière de rencontres entre le ministre et le bureau fédéral UGTA afin de «traiter et prévenir d'éventuels conflits», précise la même source.

Il a été question également d'accélérer le traitement des dossiers tel que posés lors de la première réunion de la commission sectorielle mixte et de la tenue d'une réunion avec le ministre dans un délai d'une semaine pour l'évaluation de l'état d'application des décisions des réunions précédentes.

Aussi le renforcement de la mission sectorielle mixte du dialogue et de la concertation, notamment dans l'amélioration de la fréquence de ses réunions et l'information sur ses travaux, ajoute le communiqué.

Synthèse Rym N.

CIMENT

Dix-sept nouvelles cimenteries entreront en production en 2017

*Le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) compte moderniser six cimenteries et construire quatre nouvelles autres d'ici 2017. De nouvelles capacités qui porteront sa production annuelle à hauteur de 25 millions de tonnes.*

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - L'Etat mise sur la filière de l'industrie cimentière, et selon les termes de Chérif Rahmani, «on veut reproduire l'expérience des minoteries», c'est-à-dire se doter de capacités de production supérieures à la demande du marché local.

En effet, le plan triennal de développement de la filière (2013-2015) prévoit l'aménagement de trois terminaux portuaires et le montage d'une société de commercialisation et d'exportation en partenariat avec un trader étranger. En plus, bien sûr, des extensions qui seront réalisées pour les cimenteries d'Ain El Kebira (Sétif), Chlef, Tébessa, Zahana (Mascara), Béni-Saf (Ain Témouchent) et Meftah (Blida), et les quatre nouvelles cimenteries qui seront construites à In Salah (Tamanrasset), Relizane, Béchar et Sigus (Oum El Bouaghi).

Pour cette dernière, il convient de rappeler que le titre minier fut concédé à Orascom avant qu'il ne vende ses cimenteries au géant Lafarge. Ainsi, l'Etat lui avait retiré la concession et confié au GICA le développement du projet. Quant à la cimenterie de Relizane, elle sera réalisée dans le cadre d'un

partenariat. «Nous sommes en discussion avec plusieurs opérateurs étrangers en vue de conclure un partenariat pour la cimenterie de Relizane», a indiqué le président du directoire du GICA, Bachir Yahia.

Les premières cimenteries devront être opérationnelles au second semestre de 2016 et les autres au 1<sup>er</sup> semestre de 2017. Ce programme de développement permettra de générer, selon les prévisions du GICA, 5 000 emplois directs et 15 000 emplois indirects. Les officiels présents hier, à la cérémonie de signature du contrat d'objectif entre le ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement et le GICA, organisée hier à l'hôtel Saint-George n'ont pas révélé le montant des investissements alloués à cette opération. «Nous sommes en phase d'acquisition des équipements et révéler ce montant pourrait influencer sur les offres», a noté M. Yahia.

Présent à la cérémonie, le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd, s'est permis dans son allocution une tonne de louanges à l'égard de Cherif Rahmani. «Je suis tout à fait en symbiose avec M. Rahmani, pas



Photo : DR

Le programme de développement générera 5 000 emplois directs et 15 000 emplois indirects.

par affection ou par amour mais par pragmatisme. Il a su comprendre les enjeux de l'industrie et n'a pas mis beaucoup de temps pour restaurer la confiance dans le secteur de l'industrie. Il a également démystifié la relation public-privé dans le secteur de l'industrie. La chape de plomb qui pesait sur les têtes des gestionnaires du secteur public les mettant dans une situation psychologique difficile est décapée. Je me permets, enfin, de te tutoyer Chérif (le ministre Rahmani, ndr) et t'exprimer toutes mes félicitations pour le travail volontariste que tu fais. Tu as fait un important pas en avant en érigeant les pas-

serelles pour une participation active des organisations patronales et de l'UTGA. Nous sommes passés de la langue de bois à l'efficacité. Je suis à ta disposition pour mener ensemble ce train du développement.», a-t-il déclaré.

Il convient, enfin, de signaler que le plan de développement de la filière inclut sept cimenteries privées, ce qui porte le nombre global des nouvelles installations à 17 cimenteries. Il porte également sur l'engagement du GICA dans le béton prêt-à-l'emploi et le développement de ses capacités de production d'agréats.

L. H.